



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 18/11/2025

ZI de Saint Liguaire
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCOPLAN

12, rue Dissé - zone industrielle
79600 Airvault

Références : 0007205910/2025/362
Code AIOT : 0007205910

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement SOCOPLAN implanté 12, rue Dissé - zone industrielle 79600 Airvault. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPLAN
- 12, rue Dissé - zone industrielle 79600 Airvault
- Code AIOT : 0007205910
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCOPLAN, filiale du groupe ARCADE BEAUTY, exploite deux sites dans les Deux-Sèvres sur les communes d'Airvault et de Saint-Jean-de-Thouars.

Les activités de l'imprimerie d'Airvault (objet de la présente visite d'inspection) sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004. L'installation relève également de la directive IED (Industrial Emission Directive) au regard de la rubrique 3670 (traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Considérant la nécessité de mise en œuvre d'actions sur les activités fortement émettrices de poussières et sur les émetteurs des précurseurs de particules secondaires (donc les émetteurs de dioxyde de soufre SO₂, oxydes d'azote NO_x et composés organiques volatils COV) et le fait que l'établissement SOCOPLAN d'Airvault fait partie des émetteurs importants de COV en Nouvelle-Aquitaine, le préfet des Deux-Sèvres a imposé par arrêté préfectoral complémentaire n° 6267 du 8 mars 2021 à l'établissement de mettre en œuvre des mesures en cas de déclenchement des procédures préfectorales lors d'un épisode de pollution de l'air ambiant.

L'inspection n'a porté que sur l'application de cet arrêté complémentaire de 2021 visant les actions à mettre en œuvre lors des épisodes de pollution de l'air ambiant.

Thèmes de l'inspection :

- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Application	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 4 et 5	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'action	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3	Sans objet
2	Déclenchement des actions	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3	Sans objet
3	Modalités d'information	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3	Sans objet
4	Information et recommandations	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 4	Sans objet
5	Alerte	AP Complémentaire du 08/03/2021, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la mise en place d'une procédure listant les actions à mettre en œuvre lors de déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant. Cette procédure, d'avril 2024, répond aux exigences de l'arrêté préfectoral

complémentaire du 8 mars 2021.

Cependant, l'inspection note un défaut de mise en œuvre de mesures appropriées lors des pics de pollution de 2023. L'inspection a fortement sensibilisé l'exploitant à l'importance de la mise en œuvre des mesures, au même titre que les autres acteurs mobilisés lors de ces événements (agriculteurs, collectivités, particuliers).

Il importe donc que l'exploitant déroule les actions prévues dans sa procédure interne de façon à contribuer, à son niveau, à une amélioration de la qualité de l'air lors des épisodes de pollution, pour qu'ils durent le moins longtemps possible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'action

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : L'exploitant définit, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'action relatif au fonctionnement de son établissement lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant. Ce plan d'action est établi en intégrant et en adaptant les mesures des articles 4 et 5 du présent arrêté. Il est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : L'exploitant a présenté le document intitulé "Plan d'action à déployer lors de pic de pollution - ARCADE BEAUTY SOCOPRINT - Agir pour la qualité de l'air". Ce document rappelle le contexte et précise les gestes à adopter lors du déclenchement d'une procédure d'information et recommandations et lors d'une procédure d'alerte, en cas de pic de pollution de l'air ambiant. Cette procédure est datée d'avril 2024. L'inspection n'a pas vu de procédure antérieure. L'inspection a relevé lors de l'inspection que la procédure indique que les pics de pollution sont principalement déclenchés en période hivernale : elle rappelle que des pics de pollution peuvent également avoir lieu en période estivale, notamment lors des périodes de forte production d'ozone en lien avec des journées très chaudes et ensoleillées, et qu'il importe d'être vigilant toute l'année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclenchement des actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Ce plan d'action devra être mis en place au plus tard le lendemain du déclenchement des procédures préfectorales lors des épisodes de pollution de l'air ambiant tels que définis à l'article 2 du présent arrêté. Ce plan d'actions définit notamment les modalités mises en place par l'exploitant pour se tenir informé des évolutions de la qualité de l'air dans son département.
Constats : La procédure présentée par l'exploitant précise que les mesures doivent être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'information et recommandations du jour du déclenchement de la procédure d'alerte. L'inspection a rappelé que les mesures préfectorales lors des pics de pollution de l'air ambiant sont mises en œuvre afin que les épisodes durent le moins longtemps possible : aussi, elle invite l'exploitant à mettre en œuvre sans délai toutes mesures ne nécessitant pas un important travail de fond.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités d'information

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Ce plan d'action définit notamment les modalités mises en place par l'exploitant pour se tenir informé des évolutions de la qualité de l'air dans le département.
Constats : La procédure présentée par l'exploitant au cours de l'inspection prévoit que l'établissement est informé par la préfecture en cas de déclenchement de mesures préfectorales lors d'un épisode de pollution de l'air ambiant. L'inspection a rappelé que l'arrêté préfectoral complémentaire demande à ce que l'exploitant mette en place des mesures pour qu'il soit lui-même informé, sans action particulière de la préfecture. Aussi, au cours de l'inspection, l'exploitant s'est inscrit sur le système d'alerte d'Atmo Nouvelle-Aquitaine : Atmo Nouvelle-Aquitaine est l'organisme agréé par le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur ce territoire et pour informer notamment les préfectures lorsqu'un épisode de pollution de l'air ambiant est constaté ou prévu. L'exploitant a inscrit 3 personnes auprès de ce système d'alerte, afin d'être certain de recevoir l'information.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a bien vérifié que trois personnes du site sont désormais inscrites au système d'alerte d'Atmo Nouvelle-Aquitaine afin de connaître les épisodes de pollution en cours sur le département des Deux-Sèvres.

L'inspection recommande cependant d'inscrire le nom de ces personnes désignées dans le plan d'actions présenté et de prévoir leur remplacement dès lors qu'elles changeraient de poste.

Par ailleurs, l'inspection recommande également de vérifier les épisodes de pollution de l'air ambiant en cours et des procédures préfectorales déclenchées en consultant les données disponibles sur ce site Internet :

<https://www.lcsqa.org/fr/vigilance-atmospherique>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information et recommandations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant

Prescription contrôlée :

Les mesures ci-après devront être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'information et recommandation.

- une sensibilisation aux bonnes pratiques liées à l'écoconduite et invitation au covoiturage, mobilité douce, transports en commun et aux limitations de vitesse en période d'épisode doit être communiquée auprès de tous les employés ;
- l'industriel définit les moyens pour informer (mails, téléphone, affichage sur site...) l'ensemble de ses salariés du déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant et des mesures qu'ils doivent mettre en œuvre ;
- la présence sur site des salariés pouvant exercer leurs fonctions à distances doit être limitée dans la mesure du possible ;
- une sensibilisation des transporteurs à la présence du pic de pollution doit être réalisée, en prônant par exemple la mise à l'arrêt des véhicules, la limitation de vitesse, et toute mesure adaptée ;
- une vérification des gestes de bonne conduite, pratique doit être effectuée de manière renforcée.

Constats :

La procédure détaille les mesures à mettre en œuvre lors d'un déclenchement d'une procédure préfectorale d'information et de recommandations.

Elle reprend les mesures demandées par l'arrêté préfectoral objet du contrôle de la présente inspection. Les mesures visent à la fois les salariés du site, mais également les transporteurs.

L'information des salariés se fait par le biais de l'envoi d'un SMS et par la diffusion de l'information sur les écrans sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Alerte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : <p>Les mesures ci-après devront être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'alerte. À noter que lorsqu'un dépassement du seuil d'information/recommandation est prévu le jour même, et cela pour une durée de deux jours consécutifs, la procédure évolue en procédure d'alerte même si ce seuil n'a pas été atteint.</p> <ul style="list-style-type: none">- les livraisons et expéditions non prioritaires sont reportées jusqu'à la fin de l'épisode ;- les expéditions de commande font l'objet d'une analyse spécifique (groupement, approvisionnement par des magasins extérieurs...) afin de réduire les émissions polluantes liées au transport ;- les activités génératrices de COV, en particulier, les opérations de maintenance, de nettoyage, de test, de dégazage, de chargement ou déchargement, de démarrage d'installation à l'arrêt lors de la survenue de l'épisode sont reportées jusqu'à la fin de l'épisode, sous réserve que cela ne remette pas en cause le bon état de l'installation et sa sécurité. Au-delà de 4 jours de pics de pollution, la production est réduite autant que possible pour diminuer les émissions de COV ;- arrêt de l'utilisation des groupes électrogènes et des pompes thermiques sans que cela ne remette en cause le bon état de l'installation et sa sécurité ;- suspension et report jusqu'à la fin de l'épisode, des travaux de manutention et déplacements internes non indispensables, en particulier des transferts entre bâtiments ainsi que tout autre opération de génération des COV ;- un contrôle renforcé et une optimisation du fonctionnement de tout système de traitement, de filtration des COV sont mis en œuvre. S'il est constaté un dysfonctionnement de ces systèmes, une réparation est mise en œuvre immédiatement. Si dans un délai maximum de 4 heures, le dysfonctionnement est toujours constaté, une réduction ou un arrêt de la production sont engagés ;- les opérations utilisant des produits contenant des solvants sont reportées jusqu'à la fin de l'épisode et celles utilisant des produits sans solvants sont privilégiés. Les activités de production sont indispensables, nécessitant l'utilisation de produits contenant des solvants, sont réduites autant que possible, pour diminuer les émissions de COV.
Constats : <p>La procédure détaille les mesures à mettre en œuvre lors d'un déclenchement d'une procédure préfectorale d'alerte.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire prévoit l'arrêt de l'utilisation des groupes électrogènes et des pompes thermiques, l'exploitant a confirmé l'absence de tels équipements.</p> <p>Les mesures prévoient notamment une surveillance renforcée du biofiltre, un report des opérations de maintenance et un lissage du planning de production.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Application

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2021, article 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Mise en œuvre des actions prévues dans le cadre des événements suivants : Épisodes de pollution dans le département des Deux-Sèvres en 2023 : - 03/03/2023 et 04/03/2023 (procédure d'alerte / PM10 / zonal / alors que finalement dépassement du seuil information et recommandations uniquement le 03/03/2023 / PM10) - 05 et 06/09/2023 (deux dépassements du seuil information et recommandations / PM10 / non prévus) Épisodes de pollution dans le département des Deux-Sèvres en 2022 : - 29/03/2022 (dépassement du seuil information et recommandations / PM10)
Constats : Les Deux-Sèvres n'ont pas subi de pics de pollution de l'air ambiant en 2024, mais l'inspection a sensibilisé l'exploitant sur le fait qu'une année sans pic de pollution ne peut annoncer l'absence de pic de pollution pour les années suivantes (très dépendant des conditions météorologiques notamment). L'inspection a demandé à vérifier que les mesures prévues dans la procédure pour les pics de 2023 ont été mises en œuvre. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les justifications. La procédure présentée date d'avril 2024 et aucune procédure antérieure n'a été transmise. L'inspection a fortement sensibilisé l'exploitant à l'importance de la participation des industriels à la réduction des émissions de polluants atmosphériques lors des épisodes de pollution, au même titre que les autres acteurs (agriculteurs, collectivités, particuliers). Ainsi, depuis avril 2024, l'exploitant a une procédure qui prévoit les mesures à suivre et l'exploitant a procédé aux mesures correctives au cours de l'inspection en s'assurant de recevoir les informations sur les déclenchements de procédure (abonnement alertes Atmo Nouvelle-Aquitaine).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'être particulièrement vigilant quant à la mise en œuvre de cette procédure et d'assurer une traçabilité des actions lors des pics de pollution. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la bonne réalisation des mesures prévues dans la procédure lors du prochain pic de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois